

Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A)

Demande d'ouverture d'un compte

A compléter en caractères d'imprimerie svp et à envoyer à l'adresse suivante:

Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A) – Route des Acacias 60 – 1211 Genève 73

Pour plus d'informations, veuillez nous contacter par téléphone ou par courriel:

Tél. 058/323.29.60 – Courriel: pictetfoundations@pictet.com

Preneur/Preneuse de prévoyance (ci après «le Preneur de prévoyance»)

Merci de bien vouloir joindre une copie lisible d'une pièce d'identité officielle.

M^{me} M.

Nom*: _____ Prénom/s*: _____

Date de naissance*: _____ N° AVS*: _____

Etat civil: _____ Nationalité*: _____

Rue + n°*: _____ NPA/lieu*: _____

Tél.privé/mobile*: _____ Tél. prof.: _____

E-mail*: _____ Profession: _____

* Champs obligatoires

Etes-vous une «US-Person»? Oui Non

Si oui, merci de bien vouloir prendre contact avec la Fondation.

Salarié/e Indépendant/e Etes-vous affilié/e à une institution de prévoyance? Oui Non

Correspondance

Fréquence d'envoi des états financiers

Trimestrielle

Semestrielle

Annuelle

Mode d'envoi

par e-banking (joindre le formulaire «Conditions d'utilisation des Services e-banking» dûment complété et signé)

par courrier postal

Abonnement aux publications Pictet par voie électronique

Rapport mensuel Perspectives

Avoirs de prévoyance de 3^e Pilier A existants

En cas de transfert d'avoirs de 3^e Pilier A existants, l'institution de prévoyance qui versera les avoirs de prévoyance de 3^e Pilier A:

Nom et adresse: _____

Montant du versement: _____ Date du versement: _____

Stratégie d'investissement

LPP/BVG-SMT Bonds: _____ % LPP/BVG-10 ESG: _____ %

LPP/BVG-25 ESG: _____ % LPP/BVG-Multi-Asset Flexible: _____ %

LPP/BVG-40 ESG: _____ % LPP/BVG-60 ESG: _____ %

Pour pouvoir investir dans le portefeuille LPP/BVG-60 ESG, joindre le questionnaire «Profil Preneur de prévoyance» dûment complété et signé.

Commission d'entrée

Taux de commission d'entrée: _____ % (max. 3%)

Le Preneur de prévoyance accepte que l'intermédiaire puisse recevoir la commission d'entrée mentionnée ci-dessus.

La commission d'entrée sera prélevée par la Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A) au profit de l'intermédiaire et sera calculée sur toute cotisation ainsi que sur tout montant provenant d'institutions de prévoyance individuelle liée.

La Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A) peut également verser des rémunérations sur la contrevalet des dépôts du Preneur de prévoyance.

Le Preneur de prévoyance reconnaît qu'il lui incombe d'obtenir auprès de l'intermédiaire toutes les informations utiles relatives à la nature, au montant et au mode de calcul de ces commissions et de ces rémunérations.

Signature du Preneur de prévoyance: _____

Conseiller

Nom: _____ Prénom/s: _____

Société: _____ E-mail: _____

Date: _____ Signature: _____

Le Preneur de prévoyance demande à la Fondation d'ouvrir un compte de prévoyance individuelle liée en sa faveur. Il confirme qu'il a reçu les statuts et le règlement de la Fondation et qu'il en a pris connaissance, qu'il est conscient des risques que représentent les souscriptions à des portefeuilles d'investissement et qu'il supporte seul les risques liés aux fluctuations de marché. Il est informé que la Fondation a le droit de procéder à des vérifications complémentaires si nécessaire et qu'elle peut refuser l'ouverture du compte.

Date: _____ Signature du Preneur de prévoyance: _____

- Annexes: Copie d'une pièce d'identité officielle (obligatoire)
 Conditions d'utilisation des Services e-banking
 Profil Preneur de prévoyance

Résiliation et ordre de transférer l'avoir de prévoyance 3a**Numéro de compte/police/référence*:** _____

Mesdames, Messieurs,

Nous vous confirmons l'ouverture d'un compte de prévoyance 3a auprès de la Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A).

Au nom du/de la preneur/preneuse de prévoyance, nous vous prions de résilier avec effet immédiat le compte/la police de prévoyance 3a susmentionné/e et de vendre l'intégralité des titres susceptibles d'être détenus.

Veuillez transférer la totalité de l'avoir de prévoyance individuelle liée sur le compte suivant:

Fondation Pictet en faveur
de la prévoyance individuelle
(3^e Pilier A)Banque Pictet & Cie SA
Route des Acacias 60
1211 Genève 73
Suisse
+41 58 323 2960 — TÉL
pictetfoundations@pictet.com
groupe.pictet**Banque:** Banque Pictet & Cie SA**Numéro de compte:** _____**IBAN:** _____**En faveur de*:**

Nom: _____ Prénom: _____

Rue et n°: _____

NPA et localité: _____

Date de naissance: _____ N° AVS: _____

Nous nous tenons naturellement à votre disposition pour toute question.

En vous remerciant d'avance de votre collaboration, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Fondation Pictet en faveur de la
prévoyance individuelle (3^e Pilier A)

Accord du/de la preneur/preneuse de prévoyance

Date*: _____ Signature*: _____

* A compléter par le/la preneur/preneuse de prévoyance en caractère d'imprimerie s.v.p. et à envoyer à l'adresse suivante:
Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A) – Route des Acacias 60 – 1211 Genève 73

Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A)

Questionnaire Profil Preneur de prévoyance

Preneur/preneuse de prévoyance (ci-après «le Preneur de prévoyance»)

Nom: _____

Prénom: _____

N° AVS: _____

Expérience en matière d'investissement

La présente section permettra de déterminer le niveau de vos connaissances et de votre expérience lors de la vérification de l'adéquation et du caractère approprié d'investir dans un ou plusieurs des portefeuilles proposés par la Fondation.

Quel est votre niveau d'expérience et/ou de formation dans le domaine des marchés des capitaux?

(Une seule réponse possible)

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Aucune expérience ou formation particulière | 0 |
| <input type="checkbox"/> Expérience et/ou formation élémentaire | 3 |
| <input type="checkbox"/> Solide expérience | 6 |

Situation financière

La présente section permettra d'évaluer le niveau de risque que vous êtes en mesure d'assumer en fonction de votre situation financière.

Quelle est la valeur totale de votre patrimoine (y compris votre prévoyance, mais sans l'immobilier)?

(Une seule réponse possible)

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Moins de CHF 200 000 | 0 |
| <input type="checkbox"/> Entre CHF 200 000 et 500 000 | 3 |
| <input type="checkbox"/> Entre CHF 500 000 et CHF 1 000 000 | 6 |
| <input type="checkbox"/> Plus de CHF 1 000 000 | 9 |

Objectifs de placement

La présente section permettra d'évaluer le niveau de risque que vous seriez disposé à assumer pour le compte détenu auprès de la Fondation.

Quel est votre objectif de placement?

(Une seule réponse possible)

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Préservation du capital | 0 |
| <input type="checkbox"/> Léger accroissement du capital | 2 |
| <input type="checkbox"/> Accroissement modéré du capital | 4 |
| <input type="checkbox"/> Accroissement important du capital | 6 |

Quel est votre horizon de placement?

(Une seule réponse possible)

Cet horizon correspond à la durée pendant laquelle vous ne pensez pas avoir besoin de la majeure partie du capital investi. Dans le choix de l'horizon de placement, il convient de prendre en considération notamment les projets futurs liés à une accession à la propriété du logement, un départ définitif de la Suisse ou le démarrage d'une activité indépendante.

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Moins de 3 ans | 0 |
| <input type="checkbox"/> Entre 3 et 5 ans | 2 |
| <input type="checkbox"/> Entre 5 et 10 ans | 4 |
| <input type="checkbox"/> Plus de 10 ans | 6 |

En cas de turbulences sur les marchés, comment réagiriez-vous à une baisse de 10% ou plus de la valeur de vos investissements dans un court laps de temps (un mois ou moins)?

(Une seule réponse possible)

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> J'envisagerais de diminuer les risques | 0 |
| <input type="checkbox"/> Je conserverais mes positions dans l'optique d'une stratégie d'investissement à long terme | 2 |
| <input type="checkbox"/> Je saisiserais l'occasion d'augmenter les risques | 4 |

Comment réagiriez-vous si cette baisse de valeur n'avait pas été entièrement effacée un an plus tard?

(Une seule réponse possible)

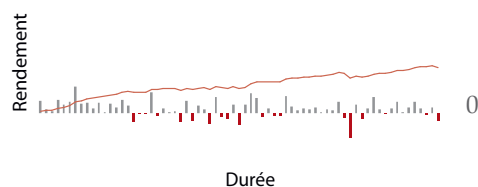
- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> J'envisagerais de diminuer les risques | 0 |
| <input type="checkbox"/> Je conserverais mes positions dans l'optique d'une stratégie d'investissement à long terme | 2 |
| <input type="checkbox"/> Je saisiserais l'occasion d'augmenter les risques | 4 |

Quelle est votre attitude à l'égard du risque?

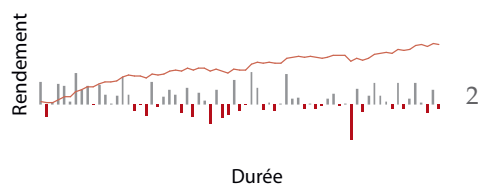
(Une seule réponse possible)

Les exemples mentionnés ci-après sont fictifs et donnés uniquement à titre d'illustration. Ils ne se rapportent à aucun instrument ou marché financier en particulier ni à aucune simulation de performances passées ou futures et n'ont d'autre but que de permettre à la Fondation de déterminer votre attitude à l'égard du risque en vue de l'établissement de votre profil.

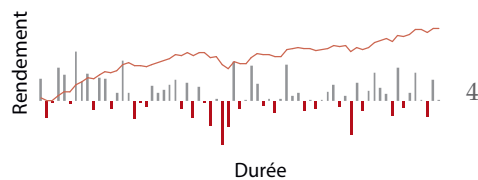
- Tolérance au risque très faible** – aucune disposition à placer des avoirs dans des actifs risqués ou disposition à en placer une très faible part. Le niveau de rendement annuel susceptible d'être atteint et le risque d'une perte de capital sont très faibles.



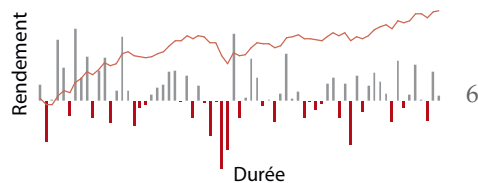
- Tolérance au risque faible** – disposition à placer une faible part des avoirs dans des actifs risqués. Le niveau de rendement annuel susceptible d'être atteint et le risque d'une perte de capital sont faibles.



- Tolérance au risque moyenne** – disposition à placer une part modérée des avoirs dans des actifs risqués. Le niveau de rendement annuel susceptible d'être atteint et le risque d'une perte de capital sont moyens.



- Tolérance au risque élevée** – disposition à placer une part importante des avoirs dans des actifs risqués. Le niveau de rendement annuel susceptible d'être atteint et le risque d'une perte de capital sont élevés.



Total des points: ____

Résultat obtenu et définition des profils de risque

0 – 10 points: Niveau de risque très faible

Ce profil de risque est généralement associé à **un horizon de placement à très court terme** et à **une très faible tolérance/propension au risque**. Les preneurs de prévoyance présentant un tel profil ne sont **pas disposés à placer leurs avoirs dans des actifs risqués** ou sont disposés à en placer **une très faible part**. Le niveau de rendement annuel susceptible d'être atteint et le risque d'une perte de capital sont très faibles. La part en actions ne devrait pas dépasser 15%.

11 – 20 points: Niveau de risque faible

Ce profil de risque est généralement associé à **un horizon de placement à court terme** et à **une faible tolérance/propension au risque**. Les preneurs de prévoyance présentant un tel profil sont disposés à placer **une faible part de leurs avoirs dans des actifs risqués**. Le niveau de rendement annuel susceptible d'être atteint et le risque d'une perte de capital sont faibles. La part en actions ne devrait pas dépasser 35%.

21 – 30 points: Niveau de risque moyen

Ce profil de risque est généralement associé à **un horizon de placement à moyen terme** et à **une tolérance/propension au risque modérée**. Les preneurs de prévoyance présentant un tel profil sont disposés à placer **une part modérée de leurs avoirs dans des actifs risqués**. Le niveau de rendement annuel susceptible d'être atteint et le risque d'une perte de capital sont moyens. La part en actions ne devrait pas dépasser 50%.

31 – 41 points: Niveau de risque élevé

Ce profil de risque est généralement associé à **un horizon de placement de moyen à long terme** et à **une forte tolérance/propension au risque**. Les preneurs de prévoyance présentant un tel profil sont disposés à placer **une part importante de leurs avoirs dans des actifs risqués**. Le niveau de rendement annuel susceptible d'être atteint et le risque d'une perte de capital sont élevés. La part en actions peut dépasser 50%. **Seuls les preneurs de prévoyance qui présentent ce profil de risque peuvent souscrire au portefeuille LPP/BVG-60 ESG.**

Déclaration

Le Preneur de prévoyance certifie avoir répondu avec exactitude et sincérité à l'ensemble des questions posées, avoir additionné correctement les points et compris la définition des profils de risque. La stratégie d'investissement qu'il a choisie:

- correspond à son profil de risque.
- ne correspond pas à son profil de risque, mais il accepte cette prise de risques supplémentaire et confirme avoir bien compris le risque associé à la stratégie choisie.

En souscrivant à ces portefeuilles, le Preneur de prévoyance confirme être conscient des risques que représentent ces opérations et supporter seul les risques liés aux fluctuations des marchés. En raison de ces risques, il a aussi pris connaissance du fait que la Fondation ne s'engageait pas à obtenir une performance déterminée et que la performance passée n'était pas garante des performances futures.

Date (jj/mm/aaaa) _____

Signature du Preneur de prévoyance _____

Statuts

de la Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A)

Janvier 2014

Article 1 – Dénomination

La société «Pictet & Cie», Carouge, renommée «Banque Pictet & Cie SA» (ci-après dénommée «le Fondateur») crée sous la dénomination:

Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A)

(ci-après dénommée «la Fondation»), une fondation au sens des articles 80 et suivants du Code Civil suisse.

Article 2 – Rayon d'activité

La Fondation déploie son activité sur l'ensemble du territoire suisse.

Article 3 – Surveillance

La Fondation est soumise à la surveillance de l'autorité de surveillance compétente.

Article 4 – Siège-Durée

1. La Fondation a son siège à Carouge, au domicile de la Banque Pictet & Cie SA.
2. Le Conseil de Fondation peut, sous réserve de l'accord de l'Autorité de surveillance, transférer le siège de la Fondation en un autre lieu du territoire suisse.
3. Sa durée est indéterminée.

Article 5 – But

La Fondation a pour but la prévoyance individuelle liée (3^e Pilier A) au sens de la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et de l'Ordonnance sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance (OPP 3).

Article 6 – Affiliation

1. Peut s'affilier à la Fondation toute personne assujettie à l'impôt en Suisse de manière illimitée et soumise à l'AVS/AI pour le revenu provenant de son activité lucrative.
2. L'affiliation est acquise par l'ouverture par la Fondation d'un compte individuel en faveur du preneur de prévoyance.
3. L'affiliation s'éteint par le versement total de l'avoir du preneur de prévoyance ou son transfert total.

Article 7 – Capital de dotation

Le Fondateur alloue à la Fondation un capital de dotation de Mille Francs (CHF 1'000.-).

Article 8 – Fortune de la Fondation

1. La fortune de la Fondation est constituée par le capital de dotation, par les parts de portefeuilles souscrites, les revenus de la fortune ainsi que les donations de tiers.
2. Elle est exclusivement et irrévocablement consacrée à la prévoyance des preneurs de prévoyance.
3. Seule la fortune de la Fondation répond des engagements de cette dernière.
4. La fortune de la Fondation peut-être subdivisée en différents portefeuilles indépendants les uns des autres et non solidaires.
5. Les preneurs de prévoyance participent à la fortune de la Fondation par la souscription de parts, qui représentent des droits inaliénables à une quote-part de la fortune d'un portefeuille.

Article 9 – Organes

Le Conseil de Fondation est l'organe suprême de la Fondation.

Article 10 – Conseil de Fondation

1. Le Conseil de Fondation se compose de trois personnes physiques au minimum.
2. Le Fondateur en nomme le Président et les membres pour un mandat renouvelable d'une année.
3. Le Conseil de Fondation représente la Fondation à l'égard des tiers, gère les fortunes des portefeuilles de la Fondation et établit au trente et un décembre les comptes annuels qu'il fait réviser par l'organe de contrôle qu'il désigne. Celui-ci doit être agréé en qualité d'expert-réviseur conformément à la Loi fédérale sur l'agrément et la surveillance des réviseurs (LSR).
4. Le Conseil de Fondation est convoqué par son Président selon les besoins, mais au moins une fois par année.
5. Il peut valablement délibérer lorsque la majorité de ses membres sont présents.
6. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix.
7. Des décisions peuvent également être prises par voie de circulaire.

8. Les délibérations et les décisions du Conseil de Fondation font l'objet d'un procès-verbal.
9. Le Conseil de Fondation désigne les personnes habilitées à représenter la Fondation à l'égard de tiers et le mode de signature.

Article 11 – Règlement

1. Le Conseil de Fondation fixe dans un règlement et des directives les dispositions relatives à l'organisation de la Fondation et à l'administration de sa fortune.
2. Le règlement est soumis à l'approbation de l'Autorité de surveillance.

Article 12 – Comptabilité

1. Les comptes sont bouclés chaque année au 31 décembre, pour la première fois au 31 décembre 1990. Le Conseil de fondation établit les états financiers à la fin de l'exercice comptable et les soumet à l'organe de contrôle.
2. Le Conseil de fondation doit soumettre à l'autorité de surveillance dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice:
 - a) les états financiers annuels dûment signés, composés du bilan, du compte d'exploitation, de l'annexe et des chiffres de l'exercice précédent;
 - b) le rapport original de l'organe de contrôle contenant les états financiers annuels mentionnés sous lettre a;
 - c) le rapport annuel d'activité dûment signé;
 - d) le procès-verbal, dûment signé, de la séance de l'organe suprême au cours de laquelle les états financiers annuels ont été dûment approuvés.

Article 13 – Organe de contrôle

1. L'organe de contrôle vérifie le bilan et les comptes annuels de la Fondation.
2. Sur la base de ses constatations, il établit un rapport écrit qu'il soumet au Conseil de Fondation qui le transmet à l'Autorité de surveillance.

Article 14 – Modifications

1. Le Conseil de Fondation peut en tout temps modifier les dispositions des présents statuts avec l'accord de l'Autorité de surveillance.
2. Toute modification des statuts est portée à la connaissance des preneurs de prévoyance.

Article 15 – Dissolution et liquidation

1. Après avoir consulté le Fondateur, le Conseil de Fondation peut requérir la dissolution de la Fondation auprès de l'Autorité de surveillance.
2. En cas de dissolution, les fortunes des portefeuilles de la Fondation sont liquidées et réparties entre les preneurs de prévoyance en fonction de leur participation dans ceux-ci. L'article 5 du Règlement de la Fondation s'applique par analogie.
3. En aucun cas les fortunes des portefeuilles de la Fondation ne peuvent faire retour au Fondateur ni être utilisées en tout ou partie et de quelque manière que ce soit à son profit.

Carouge, le 31 octobre 2013

Règlement

de la Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A)

Juin 2021

Le présent règlement a été édicté en vertu de l'art. 11 des Statuts de la Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A), ci-après «la Fondation», ainsi que de la réglementation en vigueur.

Article 1 – But

Le compte de prévoyance individuelle liée permet au preneur de prévoyance d'effectuer des versements bénéficiant de privilèges fiscaux, conformément à l'art. 82 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et à l'ordonnance sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance (OPP3).

Aucune assurance décès et/ou invalidité ne complète l'ouverture du compte.

Article 2 – Ouverture d'un compte individuel

Dès réception de la demande d'ouverture de compte, la Fondation ouvre, auprès de la Banque Pictet & Cie SA au nom de la Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A), un compte individuel en faveur du preneur de prévoyance.

Il est possible d'ouvrir plusieurs comptes de prévoyance individuelle liée pour un même preneur de prévoyance.

La Fondation peut refuser une demande d'ouverture de compte sans indication de motif, notamment lorsque le montant transféré est en dessous du minimum que le Conseil de Fondation peut imposer.

La Fondation a le droit d'informer la Banque Pictet & Cie SA de l'existence d'un compte de prévoyance individuelle liée et d'échanger avec elle toutes informations nécessaires à la gestion du compte.

Article 3 – Choix de la stratégie d'investissement

Le preneur de prévoyance peut choisir librement d'investir dans l'un et/ou l'autre des portefeuilles d'investissement déterminés par le Conseil de Fondation et ce dans les proportions de son choix.

Il doit indiquer par écrit à la Fondation quel pourcentage de son avoir doit être investi dans chacun des portefeuilles d'investissement.

A défaut d'indication, l'avoir total du preneur de prévoyance est investi dans le portefeuille LPP/BVG-Short-Mid Term Bonds.

En souscrivant à ces portefeuilles, le preneur de prévoyance confirme qu'il est conscient des risques que représentent ces opérations et qu'il supporte seul les risques liés aux fluctuations des marchés.

Si le preneur de prévoyance désire investir une partie ou la totalité de son avoir dans le portefeuille LPP/BVG-60 ESG décrit à l'article 4, il doit remettre à la Fondation le «Questionnaire Profil Preneur de prévoyance».

Article 4 – Description des portefeuilles

Les portefeuilles d'investissement sont gérés conformément aux limites de placement de l'Ordonnance sur la Prévoyance Professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP2) et se présentent de la façon suivante:

- a) **LPP/BVG-Short-Mid Term Bonds:** ce portefeuille peut investir dans des obligations, titres de créances et liquidités libellés en CHF ou en monnaies étrangères; l'échéance moyenne résiduelle du portefeuille ne dépasse pas trois ans et l'échéance maximale résiduelle par investissement n'excède pas dix ans.
- b) **LPP/BVG-10 ESG:** ce portefeuille peut investir dans toutes les classes d'actifs autorisées par l'OPP2. La part d'actions doit être comprise entre 5% et 15% des actifs.
- c) **LPP/BVG-25 ESG:** ce portefeuille peut investir dans toutes les classes d'actifs autorisées par l'OPP2. La part d'actions doit être comprise entre 15% et 35% des actifs.
- d) **LPP/BVG-Multi Asset Flexible:** ce portefeuille peut investir dans toutes les classes d'actifs autorisées par l'OPP2 et a pour objectif de générer un rendement positif en francs suisses.
- e) **LPP/BVG-40 ESG:** ce portefeuille peut investir dans toutes les classes d'actifs autorisées par l'OPP2. La part d'actions doit être comprise entre 30% et 50% des actifs.
- f) **LPP/ BVG-60 ESG:** ce portefeuille peut investir dans toutes les classes d'actifs autorisées par l'OPP2. La part d'actions doit être comprise entre 45% et 75% des actifs et dépasse ainsi la limitation définie à l'art. 55 OPP2. En raison de la quote-part élevée d'actions, ce portefeuille comporte un risque supérieur aux autres portefeuilles mentionnés aux lettres a à e.

Pour les portefeuilles ESG, les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance sont intégrés lors du processus d'investissement.

Dans tous ces portefeuilles, les investissements peuvent être réalisés sous forme de placements directs ou collectifs.

Le Conseil de fondation se réserve le droit de modifier, en tout temps, la composition de ces portefeuilles, d'en supprimer ou d'en créer de nouveaux.

Article 5 – Droits patrimoniaux du preneur de prévoyance

Le preneur de prévoyance a un droit inaliénable à une partie de la fortune, représentée par des parts – sans valeur nominale – des portefeuilles d'investissement pour lesquels les parts ont été souscrites. Une part donne droit à une quote-part correspondante de la fortune du portefeuille.

La valeur nette d'inventaire («VNI») de chaque portefeuille correspond à la valeur vénale des actifs après déduction des passifs. La VNI d'une part correspond à la valeur nette d'inventaire du portefeuille concerné, divisée par le nombre de parts détenues par les preneurs de prévoyance à la date déterminante. La VNI est calculée quotidiennement sur la base des cours du jour ouvrable précédent.

Les parts des portefeuilles sont émises ou rachetées chaque jour ouvrable bancaire. Il n'est pas effectué d'émission ou de rachat les jours fériés suisses ainsi que les jours où les bourses ou marchés des pays principaux de placements d'un portefeuille sont fermés ou encore en présence de circonstances exceptionnelles.

Article 6 – Cotisations

Le preneur de prévoyance décide librement de la fréquence de ses cotisations mais doit respecter le montant minimal que le Conseil de Fondation peut imposer.

La cotisation totale annuelle ne doit pas dépasser le montant maximal admis par l'art. 7 al. 1 OPP3, sous réserve de montants supérieurs provenant du transfert d'une forme reconnue de prévoyance. L'excédent sera immédiatement retourné par la Fondation.

Article 7 – Souscription

La souscription aux parts des portefeuilles est effectuée le jour suivant la réception du versement.

Le prix de souscription correspond à la VNI d'une part calculée deux jours ouvrables suivant la date valeur du montant crédité sur le compte.

Article 8 - Remboursement

Le preneur de prévoyance peut demander le remboursement de ses parts s'il remplit les conditions des art. 10 et 11 ci-dessous.

Le remboursement des parts des portefeuilles est effectué le jour suivant la réception de la demande qui doit être adressée par écrit à la Fondation.

Le prix de remboursement correspond à la VNI d'une part calculée deux jours ouvrables suivant la réception de la demande de remboursement.

Article 9 – Modification de la stratégie d'investissement

La répartition de l'avoir d'un preneur de prévoyance entre les différents portefeuilles d'investissement peut être modifiée en tout temps par le preneur de prévoyance, moyennant instructions écrites.

Les prix de remboursement et de souscription correspondent à la VNI d'une part calculée deux jours ouvrables suivant la réception de la demande de modification.

Article 10 – Versement et durée de la convention de prévoyance

L'avoir du preneur de prévoyance lui est versée au moment où il atteint l'âge ordinaire de la retraite de l'AVS ou, en cas de décès, avant cette échéance au/x bénéficiaire/s au sens de l'art. 13 ci-dessous (art. 2 OPP3). Lorsque le preneur de prévoyance prouve qu'il continue d'exercer une activité lucrative, le versement de la prestation peut être différé jusqu'à 5 ans au plus dès l'âge ordinaire de la retraite de l'AVS. Le preneur de prévoyance peut toutefois demander que son avoir lui soit remis au plus tôt cinq ans avant ledit âge-terme (art. 3 al. 1 OPP3).

Le montant dû est versé au/x bénéficiaire/s dans les quinze jours suivant la détermination de la valeur exigible.

En cas de décès du preneur de prévoyance et faute d'instructions contraires de son vivant, les avoirs en compte sont désinvestis le jour suivant celui où la Fondation a connaissance du décès. Ces avoirs sont placés sur un compte prévu à cet effet et rémunérés en fonction des conditions du marché. Ils seront versés au moment du partage successoral.

Article 11 – Résiliation anticipée

Le versement anticipé de l'avoir du preneur de prévoyance est possible, lorsque la convention de prévoyance est résiliée pour l'une des raisons suivantes:

- a) le preneur de prévoyance est mis au bénéfice d'une rente entière d'invalidité de l'assurance-invalidité fédérale;
- b) le preneur de prévoyance affecte le capital de prévoyance au rachat de cotisations dans une institution de prévoyance exonérée d'impôts ou l'utilise pour une autre forme reconnue de prévoyance;
- c) le preneur de prévoyance change d'activité lucrative indépendante;
- d) le preneur de prévoyance quitte définitivement la Suisse;
- e) le preneur de prévoyance s'établit à son propre compte;
- f) le preneur de prévoyance modifie ou résilie son rapport de prévoyance afin d'affecter sa prestation de vieillesse (avoir) à l'acquisition de la propriété d'un logement pour ses propres besoins, à l'acquisition de participations à la propriété d'un logement ou au remboursement d'un prêt hypothécaire grevant son logement aux termes de

l'art. 3 al. 3 de l'ordonnance sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance (OPP3). Les formes autorisées de la propriété du logement sont la propriété, la copropriété (notamment la propriété par étages), la propriété commune du preneur de prévoyance avec son conjoint ou son partenaire enregistré ainsi que le droit de superficie distinct et permanent (art. 2 al. 2 de l'ordonnance sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle (OEPL).

Un tel versement ne peut toutefois être demandé que tous les cinq ans.

Dans les hypothèses c), d), e) et f) ci-dessus, le preneur de prévoyance doit expressément fournir à la Fondation la preuve du consentement écrit de son conjoint ou de son partenaire enregistré.

Le montant dû est versé au/x bénéficiaire/s dans les quinze jours suivant la détermination de la valeur exigible.

Article 12 – Cession, mise en gage

Toute cession ou mise en gage de l'avoir du preneur de prévoyance est interdite. La mise en gage pour l'acquisition de propriété du logement, au moyen de la prévoyance professionnelle, est cependant réservée.

Article 13 – Bénéficiaires

Les personnes suivantes ont qualité de bénéficiaire:

- a) En cas de survie, le preneur de prévoyance;
- b) En cas de décès de celui-ci, les personnes ci-après dans l'ordre suivant:
 1. le conjoint survivant ou le partenaire enregistré survivant;
 2. les descendants directs ainsi que les personnes à l'entretien desquelles le défunt subvenait de façon substantielle, ou la personne qui avait formé avec lui une communauté de vie ininterrompue d'au moins cinq ans immédiatement avant le décès ou qui doit subvenir à l'entretien d'un ou de plusieurs enfants communs;
 3. les parents;
 4. les frères et soeurs;
 5. les autres héritiers.

Le preneur de prévoyance peut désigner de son vivant un ou plusieurs bénéficiaires parmi les personnes mentionnées à la lettre b, ch. 2 et préciser leurs droits par écrit. A défaut, l'avoir du preneur de prévoyance est versé aux bénéficiaires à parts égales.

Le preneur de prévoyance a le droit de modifier l'ordre des bénéficiaires selon la lettre b, ch. 3 à 5, et de préciser leurs droits par écrit. A défaut, l'avoir du preneur de prévoyance est versé aux bénéficiaires à parts égales.

Les noms des personnes à l'entretien desquelles le preneur de prévoyance subvient de façon substantielle (lettre b, chiffre 2), doivent être communiqués par le preneur de prévoyance de son vivant à la Fondation et par écrit.

S'il n'existe aucune désignation de bénéficiaire ou si la désignation de bénéficiaire ne respecte pas les prescriptions définies à la lettre b, la Fondation applique la clause bénéficiaire générale mentionnée à la lettre b.

La Fondation peut réduire ou refuser la prestation en faveur d'un bénéficiaire si elle a connaissance du fait que ce dernier a causé intentionnellement la mort du preneur de prévoyance. La prestation rendue disponible est attribuée aux bénéficiaires qui suivent dans l'ordre prévu à la lettre b.

Article 14 – Informations au preneur de prévoyance

La Fondation confirme par écrit les points suivants:

- l'ouverture du compte;
- la réception de la cotisation ou du montant provenant d'une autre institution de prévoyance individuelle liée;
- les souscriptions;
- les remboursements;
- la clôture du compte.

Le preneur de prévoyance peut choisir librement la fréquence et l'information qu'il désire recevoir. En fonction du choix du preneur de prévoyance, la Fondation envoie périodiquement des extraits de compte ainsi que des rapports sur les portefeuilles.

La Fondation remet à tous les preneurs de prévoyance, au début de l'année, un relevé de son/ses compte/s pour l'année écoulée. Ce/s document/s indique/nt le ou les versement/s effectué/s, ainsi que le montant total de l'avoir au sein de chaque portefeuille d'investissement. Par ailleurs, le preneur de prévoyance qui a cotisé durant l'année précédente reçoit aussi une attestation à l'intention de l'autorité fiscale compétente.

Sur demande du preneur de prévoyance, la Fondation fournit les services en matière de communication électronique mis à disposition par Banque Pictet & Cie SA.

Toute communication adressées au preneur de prévoyance est considérées valablement envoyées lorsqu'elles sont expédiées à la dernière adresse connue de la Fondation.

Article 15 – Frais et commissions d'entrée

La Banque Pictet & Cie SA supporte les frais bancaires et administratifs de la Fondation.

Lors de l'ouverture du compte, la liste des frais en vigueur est remis au preneur de prévoyance. Le Conseil de Fondation se réserve toutefois le droit de modifier ces frais en tout temps. Toute modification de la liste des frais est portée à la connaissance des preneurs de prévoyance.

Une commission d'entrée peut être prélevée par la Fondation au profit de l'intermédiaire si elle est mentionnée sur la demande d'ouverture de compte. Elle est calculée sur toute cotisation ou tout montant provenant d'une autre institution de prévoyance individuelle liée.

Article 16 – Responsabilité

L'identité du preneur de prévoyance est vérifiée sur la base de sa signature figurant sur la demande d'ouverture de compte et d'une copie d'une pièce d'identité adressées à la Fondation.

Le dommage résultant de faux ou d'un défaut de légitimation est à la charge du preneur de prévoyance, sauf en cas de faute grave de la Fondation.

Par ailleurs, la Fondation ne répond pas, envers le preneur de prévoyance, respectivement envers le/s bénéficiaire/s, des suites possibles d'une éventuelle non soumission de ce/s dernier/s aux obligations contractuelles et réglementaires.

Le preneur de prévoyance, respectivement le/s bénéficiaire/s, peut/peuvent être tenu/s de fournir à la Fondation la preuve des faits qu'il/ils invoque/nt.

La Fondation se réserve le droit de procéder à des vérifications complémentaires.

Article 17 – Relations avec la Fondation

Toute correspondance envoyée par le preneur de prévoyance à la Fondation doit être adressée à: Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A), Route des Acacias 60, 1211 Genève 73.

Des vérifications supplémentaires conformément aux directives internes de Banque Pictet & Cie SA peuvent être effectués pour tout ordre parvenu à la Fondation, notamment moyennant un appel téléphonique. L'opération sera exécutée le jour ouvrable suivant la confirmation du bien-fondé de l'ordre.

Article 18 – Avoirs sans nouvelles

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les Directives relatives au traitement des avoirs sans nouvelles auprès de banques suisses s'appliquent par analogie aux avoirs des fondations bancaires du 3^e Pilier A.

A cet égard, le preneur de prévoyance s'engage à informer la Fondation de tout changement d'état civil ou d'adresse.

La Fondation se réserve le droit de transmettre périodiquement à la Centrale pour la recherche d'avoirs sans nouvelles auprès de banques suisses des données de preneurs de prévoyance dont elle est sans nouvelles.

Article 19 – Obligations fiscales

Le versement du montant défini à l'art. 8 est soumis à l'obligation fiscale, conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur l'impôt anticipé.

Les personnes domiciliées à l'étranger sont soumises à l'impôt à la source sur les montants versés par la Fondation.

Article 20 – Modification du règlement

Le Conseil de Fondation peut en tout temps modifier les dispositions du présent règlement avec l'accord de l'autorité de surveillance.

Toute modification du règlement est portée à la connaissance des preneurs de prévoyance.

Article 21 – For

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'application des dispositions du présent règlement est portée devant les tribunaux compétents au sens de l'art. 73 al. 1 LPP.

En cas de litige, la Fondation est autorisée à consigner l'avoir de prévoyance, conformément à l'art. 96 CO.

Article 22 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juin 2021 et remplace les précédentes dispositions

Le Conseil de Fondation

Liste des frais

de la Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A)

Juin 2021

La présente liste vient compléter le règlement de la Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3^e Pilier A) et définit les frais qui sont prélevés ou exigés par la fondation.

FRAIS

Ouverture du compte	Aucun
Commission d'entrée	De 0% à 3% au profit de l'intermédiaire
Tenue de compte	Aucun
Frais bancaires et administratifs de la fondation	Aucun
Achat et vente de parts	Aucun
Changement de stratégie d'investissement	Aucun
Frais de gestion, d'administration et de dépôt des portefeuilles (déduits directement lors du calcul de la valeur nette d'inventaire (VNI) de la part concernée)	LPP/BVG-Short-Mid Term Bonds 0.45% LPP/BVG-10 ESG 0.80% LPP/BVG-25 ESG 1.05% LPP/BVG-Multi Asset Flexible 1.25% LPP/BVG-40 ESG 1.25% LPP/BVG-60 ESG 1.25%
Envoi d'estimation de compte et d'attestation	Aucun
Changement de données personnelles	Aucun
Retrait pour l'accèsion à la propriété du logement	CHF 300.-
Nantissement pour un logement principal	Aucun
Retrait en cas d'établissement à son compte	Aucun
Retrait en cas de départ à l'étranger	Aucun
Versement en cas de décès, d'invalidité et de retraite	Aucun
Transfert partiel ou total à une institution de prévoyance (rachat d'années)	Aucun
Transfert total à une autre institution de 3 ^e pilier A	Aucun
Clôture du compte	Aucun

Le Conseil de Fondation peut en tout temps modifier la présente liste qui est disponible dans sa version électronique actuelle sur le site www.pictet.com ou en format papier sur demande.

Toute modification de la présente liste est portée à la connaissance des preneurs de prévoyance.

La présente liste entre en vigueur le 1^{er} juin 2021.

Le Conseil de Fondation

Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3e Pilier A)

Conditions d'utilisation des Services e-banking

1. Préambule

Les présentes conditions d'utilisation (ci-après les «Conditions d'utilisation») règlent les relations entre la Fondation Pictet en faveur de la prévoyance individuelle (3e Pilier A) (ci-après la «Fondation») et le preneur de prévoyance ou un tiers désigné par lui (ci-après indistinctement le «Détenteur du droit d'accès»), autorisé/s à utiliser les services en matière de communication électronique mis à disposition par la Banque Pictet & Cie SA (ci-après «Banque») sur la relation bancaire ouverte par la Fondation auprès de la Banque pour le compte du preneur de prévoyance (ci-après le « Compte »).

Les fonctionnalités des services en matière de communication électronique mis à disposition du Détenteur du droit d'accès dépendront du lieu de son domicile ainsi que de l'étendue de son pouvoir sur le compte du titulaire. Le Détenteur du droit d'accès reconnaît qu'en fonction de ses pouvoirs et du lieu de son domicile, certains accès pourront lui être refusés ou résiliés. A cet effet, le Détenteur du droit d'accès s'engage à communiquer à la Fondation tout changement d'adresse le concernant.

Services e-banking: Par «Services e-banking», la Fondation entend les services mis à disposition par la Banque et accessibles par le biais d'un canal internet sécurisé.

Utilisateur: Par «Utilisateur», la Fondation entend les employés du Détenteur du droit d'accès, si ce dernier est une personne morale.

2. Détenteur du droit d'accès

Preneur de prévoyance

Nom	
Prénom	
Année de naissance	
Adresse électronique	

Tiers désigné (personne physique)

Nom	
Prénom	
Année de naissance	
Adresse électronique	

Tiers désigné (personne morale)

Raison sociale	
Adresse électronique	

3. Légitimation

Le Détenteur du droit d'accès ne peut accéder aux prestations offertes par la Banque sur le Compte dans le cadre des Conditions d'utilisation que s'il se légitime vis-à-vis de la Banque.

Pour ce faire, le Détenteur du droit d'accès se légitime à l'égard de la Banque lors de son accès au Compte via les Services e-banking en utilisant exclusivement les moyens techniques mis à disposition par la Banque et remis à lui par la Fondation.

Dès l'instant où la Banque dispose des éléments de légitimation requis, elle considère de manière irréfragable que toutes les communications et notifications lui parvenant au moyen des Services e-banking proviennent du Détenteur du droit d'accès.

Le Détenteur du droit d'accès assume l'entière responsabilité de l'utilisation des moyens de légitimation.

4. Devoir de diligence du Détenteur du droit d'accès

L'acquisition, l'installation, la configuration, l'administration et l'entretien du matériel requis (dont les calculettes remises à la signature des présentes Conditions d'utilisation ou remises ultérieurement) pour accéder aux Services e-banking incombent exclusivement au Détenteur du droit d'accès. En outre, le Détenteur du droit d'accès a la responsabilité d'assurer la sécurité, l'intégrité et la confidentialité de son environnement. A cet égard, le Détenteur du droit d'accès doit prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir les risques d'éventuels virus, intrusions et/ou actes illicites destinés à forcer l'accès, rassembler, copier ou détruire des informations qui lui sont transmises par les Services e-banking. Enfin, le Détenteur du droit d'accès assume la responsabilité des accès au matériel fourni par la Banque et remis par la Fondation.

Le Détenteur du droit d'accès doit prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir une utilisation abusive ou illégale des Services e-banking et protéger l'accès aux services offerts.

Pour des raisons de sécurité, il est recommandé au Détenteur du droit d'accès de changer régulièrement les mots de passe requis par la procédure de connexion.

D'autre part, le Détenteur du droit d'accès a l'obligation de tenir secrets ses moyens de légitimation et de les garder en lieu sûr. Tout dommage subi ou causé par l'inobservation de cette obligation sera exclusivement assumé par le Détenteur du droit d'accès. En cas de soupçon de divulgation, d'usage frauduleux ou de perte des moyens de légitimation, le Détenteur du droit d'accès doit immédiatement en informer la Fondation laquelle fera le nécessaire auprès de la Banque pour exiger le blocage de l'accès aux Services e-banking.

Enfin, le Détenteur du droit d'accès a la responsabilité de rendre attentifs les Utilisateurs aux risques évoqués dans la présente clause.

5. Confidentialité et Sécurité

L'accès aux Services e-banking est protégé par un système de sécurité de haut niveau basé sur des technologies de pointe, comme le filtrage des accès, l'utilisation de certificats électroniques ou encore le cryptage.

Pour autant que les Conditions d'utilisation soient respectées par le Détenteur du droit d'accès, les moyens technologiques appliqués par la Banque assurent une haute confidentialité des actions effectuées par l'intermédiaire des Services e-banking.

6. Accès et suppression d'un droit d'accès

Le Détenteur du droit d'accès peut demander l'accès ou la suppression d'un accès aux Services e-banking. Toute demande de suppression d'un accès aux Services e-banking doit être communiquée par écrit à la Fondation laquelle fera le nécessaire auprès de la Banque.

7. Modification des prestations offertes

La Fondation ou la Banque peuvent en tout temps supprimer, adapter et compléter les prestations offertes dans le cadre des Services e-banking, eu égard à l'évolution tant de la législation applicable que de la technique. La Fondation (le cas échéant elle-même avertie par la Banque) en informera le Détenteur du droit d'accès de manière appropriée. La Fondation et la Banque se réservent le droit de bloquer à tout moment et sans obligation d'en communiquer le motif l'accès aux Services e-banking.

8. Disponibilité des Services e-banking

La Banque vise à maintenir les Services e-banking à un niveau optimal de mise à disposition. Il se peut toutefois que des incidents nécessitant des interventions au niveau des systèmes informatiques entravent temporairement l'utilisation des Services e-banking.

Le Détenteur du droit d'accès assume les risques techniques notamment liés à une coupure de courant, à une interruption des connexions, à un dérangement ou encore à la surcharge des réseaux ou des systèmes.

9. Exclusion de la responsabilité de la Banque ou de la Fondation

Ni la Banque ni la Fondation n'assumeront aucune responsabilité, sous réserve de faute grave de leur part, notamment dans les cas suivants:

- a) Utilisation abusive par un ancien Utilisateur des Services e-banking et du matériel fourni par la Banque et remis par la Fondation.
- b) Erreur de communication ou de transmission résultant de l'utilisation de Services e-banking, notamment en cas de coupure de courant, d'interruption des connexions dépendant des sociétés de télécommunication et/ou de tout autre intermédiaire public ou privé, ou de panne de toute nature des installations informatiques concernées.

- c) Interruption du traitement des opérations en cours entraînant un dommage direct, indirect ou un gain manqué.
- d) Utilisation abusive par un tiers. En effet, l'utilisation d'internet ne permet pas une vérification absolue de l'identité de l'expéditeur ou du destinataire d'un message.
- e) Interception par un tiers, perte ou modification d'un message électronique en provenance ou à destination de la Banque ou de la Fondation.
- f) Information donnée et transmise de manière incomplète.
- g) Information mise à disposition du Détenteur du droit d'accès provenant de sources externes à la Banque ou à la Fondation.
- h) Incidents découlant d'une surcharge, d'un dérangement ou d'une interception des réseaux ou des systèmes.
- i) Utilisation abusive par un tiers en cas de virus, intrusions et/ou actes illicites destinés à forcer l'accès, rassembler, copier ou détruire des informations qui sont transmises au Détenteur du droit d'accès par les Services e-banking.

10. Fin de l'utilisation des Services e-banking

Le Détenteur du droit d'accès, la Fondation et la Banque peuvent, sans indication de motif et avec effet immédiat dès réception de l'avis de résiliation par l'une des autres parties, mettre fin à l'utilisation des Services e-banking.

Dès que l'utilisation des Services e-banking a pris fin, le Détenteur du droit d'accès s'engage à retourner à la Fondation, qui la fera suivre à la Banque, la totalité du matériel fourni dans le cadre de l'utilisation des Services e-banking.

11. Acceptation

Par sa signature, le Détenteur du droit d'accès reconnaît avoir lu et accepter les Conditions d'utilisation. Il atteste également de l'exactitude des données fournies dans ce document.

Droit applicable

Les rapports entre la Fondation et le Client sont exclusivement soumis au droit suisse.

For

Tout litige relatif aux rapports entre la Fondation et le Client relève exclusivement de la compétence des tribunaux genevois. Le droit de recours au Tribunal fédéral demeure réservé.

Le lieu d'exécution, le for de poursuite et le for de toute mesure d'exécution forcée sont à Genève.

La Fondation demeure libre d'ouvrir action au domicile du Client ou devant tout autre tribunal compétent.

Date (jj/mm/aaaa) _____

Signature du Détenteur du droit d'accès _____